



---

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA SÉCURITÉ—DIVISION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DE  
L'ACCUEIL ET DU CONTENTIEUX

**ASSURANCE EN RESPONSABILITÉ CIVILE POUR LE COMPTE DE  
L'ASSEMBLÉE NATIONALE, DES DÉPUTÉS ET DE LEURS  
COLLABORATEURS**

**MARCHE N° 25F068**

***LOT 1***

***ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE  
POUR LE COMPTE DES DÉPUTÉS ET DE LEURS COLLABORATEURS***

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES  
PARTICULIÈRES**

**(CCTP)**

## 1. Présentation

L'Assemblée nationale souhaite souscrire pour une durée d'un an reconductible trois fois, un contrat d'assurance responsabilité civile (RC) pour le compte des députés et de leurs collaborateurs. Ce marché a pour objet, la couverture des députés et de toute personne placée sous leur autorité contre les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant leur incomber en raison de dommages corporels, matériels et immatériels causés à autrui du fait de ses activités et du fait des produits, travaux ou prestations qu'il a livrés et/ou effectués dans le cadre de ses activités déclarées ainsi que du fait de toutes activités annexes ou connexes se rapportant directement ou indirectement aux activités principales.

La garantie s'exerce en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer.

Cette police d'assurance doit apporter une couverture distincte de celle souscrite par l'Assemblée nationale au titre du lot 2.

Le lot 1 distingue deux régimes d'adhésion :

### 1) Adhésion obligatoire :

Les députés de France métropolitaine et des départements d'outre-mer sont soumis à une adhésion obligatoire au présent contrat. L'adhésion prend effet à la date de notification du contrat pour les députés ne disposant pas déjà d'une couverture. Pour les autres, elle prend effet à l'expiration de leur couverture actuelle et, en tout état de cause, au plus tard au début de la prochaine législature.

À titre informatif, il est estimé que 20 députés bénéficient actuellement d'une assurance en responsabilité civile. Par conséquent, 538 députés devraient être couverts par le présent marché dès sa notification.

Lors de la prochaine législature, 558 députés doivent bénéficier de la couverture d'assurance prévue par le présent marché au titre d'une adhésion obligatoire.

### 2) Adhésion facultative :

Les 8 députés des collectivités d'outre-mer ainsi que les 11 députés représentant les Français établis hors de France disposent d'une faculté d'adhésion au présent contrat pouvant se manifester durant toute sa durée d'exécution.

Les assurés sont les suivants :

- Les députés ;
- Toute personne placée sous l'autorité des députés.

Les contrats des collaborateurs sont des contrats de droit privé signés par le député employeur. Ils comportent une clause mettant automatiquement fin au contrat en cas de cessation du mandat du député quelle qu'en soit la cause.

## 2. Souscripteur : L'Assemblée nationale.

Conformément à l'article « Bilan » du CCAP, le titulaire transmet tous les ans en complément de la facture un bilan d'activité détaillé.

### 3. Définition de l'Assuré

Les députés et leurs préposés, notamment les salariés, stagiaires, bénévoles, y compris en déplacement en France comme à l'étranger.

### 4. Activité garantie

Activité de bureau, participation à des réunions publiques ou des cérémonies publiques sur le territoire national.

### 5. Objet de la garantie

Pour exercer ses activités, l'assuré déclare agir notamment en qualité de :

- Employeur de main d'œuvre des députés : préposés, salariés ou non, personnes à l'essai, en formation, stagiaires, personnel temporaire, bénévoles et plus généralement toute personne dont le député serait civilement responsable ;
- Propriétaire, locataire, usager, gardien de tout bien meuble ou immeuble se rapportant directement ou indirectement à ses activités et notamment aux permanences parlementaires avec accueil du public (moins de 100 personnes par semaine par député), organisateur de réunions publiques, locataire de salles, participant à des cérémonies publiques ;
- Contractant avec tout prestataire de services, entrepreneur, sous-traitant ;
- Collaborateurs de député, y compris les stagiaires et les collaborateurs bénévoles, dans l'enceinte de l'Assemblée et en dehors de celle-ci.

Dans ce cadre, l'assureur garantit :

- La Responsabilité Civile Exploitation et/ou pendant travaux et/ou avant réception des travaux et/ou avant livraison résultant du fait :
  - Des biens utilisés, exploités par l'Assuré ;
  - Des moyens matériels et/ou humains mis en œuvre par l'Assuré ;
  - D'une prestation ou de travaux de l'Assuré.
- La Responsabilité Civile après réception ou après livraison des produits, travaux ou prestations de l'assuré

et notamment dans les cas suivants :

- |  |  |
|--|--|
| ■ Accidents de trajet                          | ■ Dommages causés par l'ensemble des collaborateurs, y compris les stagiaires et les collaborateurs bénévoles, dans l'enceinte de l'Assemblée et en dehors de celle-ci   |
| ■ Atteintes à l'environnement accidentelles    | ■ Vol par préposé  |
| ■ Dommages matériels et immatériels            | ■ Foires, expositions et réceptions, du fait : <ul style="list-style-type: none"><li>- de la participation de l'assuré en tant que non organisateur,</li><li>- de l'organisation par l'assuré, pour son propre compte, de réceptions ou réunions</li></ul> |
| ■ Biens confiés                                | ■ Engagements contractuels passés avec l'État, les collectivités territoriales, les organismes publics ou semi-publics et les sociétés de crédit-bail.   |
| ■ Biens des préposés et des visiteurs          |  |
| ■ Faute inexcusable de l'employeur             |  |
| ■ Responsabilité civile en tant que commettant |  |
| ■ Faute intentionnelle                         |  |
| ■ Intoxications alimentaires                   |  |
| ■ Maître d'ouvrage                             |  |
| ■ Maladies professionnelles                    |  |
| ■ L'occupation temporaire des bâtiments        |  |
| ■ Responsabilité commettant                    |  |

## 6. Limites de garantie

<b>RESPONSABILITE CIVILE</b> Dommages corporels, matériels et immatériels, dont	7 500 000 € par sinistre
Faute inexcusable	1 500 000 € par sinistre
Dommages matériels et immatériels consécutifs à des dommages garantis	750 000 € par sinistre
Dommages immatériels non consécutifs	75 000 € par année d'assurance
Atteintes à l'environnement accidentelles	750 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (matériels et immatériels consécutifs)	45 000 € par sinistre
<b>DEFENSE</b>	15 245 €

## 7. Franchise sauf dommages corporels : 1 000 €

## 8. Exclusions

- Les conséquences de la faute intentionnelle des personnes physiques ayant la qualité d'assuré (article L. 113-1 du Code des assurances), sans préjudice de la responsabilité de l'assuré en tant que commettant ;
- La Responsabilité civile propriétaire d'immeuble ;
- Les dommages matériels et immatériels consécutifs, causés par incendie, explosion, implosion, fumées, dégât des eaux ou gel ayant pris naissance dans les bâtiments dont l'assuré est propriétaire, locataire ou occupant à titre permanent (c'est-à-dire à partir de 3 mois consécutifs), sauf :
  - les dommages immatériels causés aux tiers ne subissant pas d'autres dommages ;
  - les dommages immatériels subis par les propriétaires des biens meubles dont l'assuré est dépositaire ou détenteur dans les bâtiments précités ;
- Les conséquences d'engagements contractuels acceptés par l'assuré et qui ont pour effet d'aggraver la responsabilité qui lui aurait incombé en l'absence desdits engagements ;
- Les dommages de la nature de ceux visés à l'article L. 211-1 du Code des assurances sur l'obligation d'assurance automobile et causés par les véhicules terrestres à moteur, leurs remorques ou semi-remorques dont l'assuré a la propriété, la garde ou l'usage (y compris du fait ou de la chute des accessoires et produits servant à l'utilisation du véhicule et des objets et substances qu'il transporte), sous réserve de la garantie Responsabilité civile commettant ;
- Les atteintes à l'environnement ne résultant pas d'un événement soudain et imprévu, sauf recours de droit commun en cas de dommages corporels subis par les préposés de l'assuré ;
- Les redevances mises à la charge de l'assuré en application de l'article L. 213-12 du Code de l'environnement, même si ces redevances sont destinées à remédier à une situation consécutive à des dommages de pollution donnant lieu à garantie.

**9. Antécédents sinistres :** s'agissant de la première souscription d'une police d'assurance de cette nature, il n'y a pas de statistique sinistre.

## **Annexe : Note informative**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, il y avait :

- 924 contrats de collaborateur mentionnant l'Assemblée nationale comme lieu de travail ;
- 1 039 contrats de collaborateur mentionnant la circonscription comme lieu de travail.

La masse salariale, hors charges patronales, s'est élevée à 80,47 millions d'euros pour 2023 et à 84,5 millions d'euros pour 2024, l'augmentation s'expliquant principalement par des préavis liés au renouvellement de l'Assemblée.

Les informations sur le statut et les missions des collaborateurs parlementaires sont consultables sur le site internet de l'Assemblée nationale :

<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/synthese/deputes-groupes-parlementaires/les-collaborateurs-de-deputes>